Persée
http://www.persee.fr

Le recours à l'avenir dans la propagande électorale des premières années de la Troisième République.

Olivier Fillieule

Matériaux pour l'histoire de notre temps, Année 1990, Volume 21, Numéro 1
p. 24 - 31

Voir l'article en ligne

Avertissement

L'éditeur du site « PERSEE » – le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation – détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation. A ce titre il est titulaire des droits d'auteur et du droit sui generis du producteur de bases de données sur ce site conformément à la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 relative aux bases de données.

Les oeuvres reproduites sur le site « PERSEE » sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

Droits et devoirs des utilisateurs

Pour un usage strictement privé, la simple reproduction du contenu de ce site est libre.
Pour un usage scientifique ou pédagogique, à des fins de recherches, d'enseignement ou de communication excluant toute exploitation commerciale, la reproduction et la communication au public du contenu de ce site sont autorisées, sous réserve que celles-ci servent d'illustration, ne soient pas substantielles et ne soient pas expressément limitées (plans ou photographies). La mention Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation sur chaque reproduction tirée du site est obligatoire ainsi que le nom de la revue et- lorsqu'ils sont indiqués - le nom de l'auteur et la référence du document reproduit.

Toute autre reproduction ou communication au public, intégrale ou substantielle du contenu de ce site, par quelque procédé que ce soit, de l'éditeur original de l'oeuvre, de l'auteur et de ses ayants droit.

La reproduction et l'exploitation des photographies et des plans, y compris à des fins commerciales, doivent être autorisés par l'éditeur du site, Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation (voir http://www.sup.adc.education.fr/bib/). La source et les crédits devront toujours être mentionnés.

1870-1918

Le recours à l'avenir dans la propagande électorale des premières années de la Troisième République

Après la défaite militaire et le traumatisme de la Commune, la France entre en 1870 dans une période de reconstruction. Reconstruction matérielle et financière d'abord, mais aussi reconstruction politique puisqu'il est nécessaire de jeter les bases d'un nouveau régime. Tout ou presque est à inventer. Or, cette invention, ou plutôt cette réinvention de la République se fait lentement et il faudra près de quinze ans pour que le régime, né du compromis, se transforme en une République clairement assurée et définie[1].

A travers l'étude des affiches électorales législatives de 1871, 1876 et 1877[2], nous essayerons de montrer qu'en fonction des appartenances partisanes, des registres très spécifiques de recours à l'avenir vont peu à peu se mettre en place, registres dont on retrouve ensuite tous les éléments jusqu'au tournant du siècle. C'est du moins ce que donne à penser l'analyse des affiches des législatives de 1885 et celles de 1902. A cette date, cependant, les propagandes commencent à se modifier, à la fois sous la poussée des mouvements socialistes et de la "nouvelle droite" dont la montée en puissance oblige les anciens partis à se repositionner .

Notre corpus se constituant exclusivement d'affiches texte[3], nous avons pris le parti de procéder à une analyse à la fois en termes de fréquence et de contenu des vocables et expressions se rapportant au futur dans les vocabulaires politiques. Sur ce point, cependant, se posait la question d'une définition opératoire d'un champ lexical de l'avenir. On pouvait soit établir à priori une liste finie et donc forcément arbitraire, entâchée d'anachronisme, soit s'en tenir à une définition provisoire "ouverte" qui permette, au fur et à mesure des dépouillements, de structurer empiriquement un champ sémantique non défini à l'avance. C'est ce que nous avons fait.

Le recours à l'avenir dans un contexte politique consiste à faire d'une projection future donnée la conséquence probable ou certaine d'un acte (ici, le vote) ou d'un événement (la victoire ou la défaite d'un parti, par exemple). En effet, il semble bien que la propagande électorale (dont l'objet est la persuasion) recoure à l'avenir dans le but d'établir un lien entre une décision électorale individuelle et les évolutions collectives futures. Ce faisant, le discours de propagande place l'avenir entre les mains de l'électeur, l'en rend explicitement responsable (voter, c'est s'engager pour l'avenir); en même temps, il l'assiste par la projection de différents scenarii possibles, à l'exclusion de tous autres.

Prenant en considération à la fois le vocabulaire de la prévision, du souhait, de la promesse, mais aussi de la menace et de la prophétie, notre définition exclut donc toutes les occurences non reliées à un argument politique (du type "demain vous irez voter"...) dont l'intérêt est nul au regard d'une interrogation sur l'utilisation différentielle par les groupes partisans des projets d'avenir à des fins propagandistes.

1871-1876-1877 : un recours différentiel

Des élections de 1871 nous ne retiendrons que les partielles de juillet. En effet, la consultation du 8 février se déroule dans des circonstances par trop exceptionnelles étant donné le désarroi des populations encore sous le choc de la défaite et de l'insurrection parisienne[4] et l'absence de campagne électorale[5]. Bref, *"il semblait que la France, écrasée sous le poids de ses malheurs présents, ne pouvait encore se redresser pour envisager à nouveaux l'avenir et ses immenses problèmes"*[6].

En revanche, la paix est signée lors des partielles de juillet 1871 et quarante-sept départements vont aux urnes (114 sièges sont à pourvoir au scrutin de liste). De plus, les groupes politiques préparent la consultation, formant de nombreux comités électoraux dans tout le pays, organisant la propagande.

Quant aux consultations de février 1876 et d'octobre 1877 nous les regroupons étant donné ce qui les rapproche. En effet, les circonstances sont similaires et les différentes propagandes ne varient pas de l'une à l'autre[7].

Le dépouillement de 522 affiches (120 en 1871 et 402 en 1876-77) a permis de constater à quel point, en termes de fréquence, le recours au thème de l'avenir variait en fonction des appartenances partisanes.

La lecture du tableau I montre d'emblée que la propagande des premières années de la République utilise presque systématiquement le thème de l'avenir (plus des trois quarts de nos affiches, pour les trois consultations). C'est qu'il s'agit d'élections de crise marquant un paroxysme dans les affrontements entre conservateurs et républicains, d'où un effort d'explicitation de deux visions concurrentes de l'avenir du pays[8].

Pour autant, les partis n'ont pas recours à l'avenir avec la même intensité. Les références des conservateurs sont toujours inférieures de 10 à 15 points à celles des républicains et des radicaux. Au sein même du groupe conservateur, 65% des bonapartistes restent muets sur le sujet en 1876-77, ce qui s'explique sans doute par une absence totale de programme, la dénon-

TABLEAU I	Référence à l'avenir		Pas de référence. à l'avenir		Total	
	1871	1876-77	1871	1876-77	1871	1876-77
Républicains	46	124 87%	7	19 13%	53	143 100%
Radicaux	87%	58 83%	13%	12 17%	100%	70 100%
Conservateurs	48	123 73%	19	46 27%	67	169 100%
Bonapartistes	72%	7 35%	28%	13 65%	100%	20 100%
total	**102**	**312**	**18**	**90**	**120**	**402**

Nota: Les pourcentages de ce tableau se lisent en ligne. Par exemple, en 1876-77, 87% des affiches républicaines font référence à l'avenir contre 13% qui n'y font pas référence et sur 312 affiches faisant référence à l'avenir tous partis confondus, il y en a 124 qui sont républicaines.

1. Odile Rudelle, *La République absolue, 1870-1889*, publications de la Sorbonne, 1982.

2. Notre travail porte sur un échantillon de 1846 affiches provenant de la BDIC et du fonds de l'Histoire de France, à la BN. Il regroupe aussi bien les professions de foi, les proclamations et les programmes que les textes de protestation et les affiches de soutien. Si les fonds utilisés ne sont pas exhaustifs, ils n'ont pas certaines des faiblesses du Barodet: 1) celui-ci ne débute qu'en 1886; 2) il ne retient que les professions de foi, excluant les textes de soutien ou les affiches polémiques; 3) enfin, ne sont pris en compte que les candidats élus, ce qui interdit par exemple les comparaisons de plusieurs candidats sur une élection donnée.

3. *Cf* à ce propos : Gervereau.L., *La Propagande par l'affiche*, Syros, 1991.

4. D. Halévy restitue parfaitement ce désarroi : *"Pauvre peuple ainsi convoqué, artisans, paysans, bûcherons, rappelés du fonds des bois, pêcheurs de la haute mer, tous sommés de répondre sur des questions immenses, pour eux mal saisissables, la paix, la guerre, la liquidation du passé, l'institution de l'avenir, la monarchie, la République, l'Empire"*. in *La Fin de notables*, Paris, Le Livre de poche, 1972.

5. Les élections se déroulent alors que la moitié du territoire est encore occupée et que 400,000 hommes sont retenus prisonniers. Devant l'urgence, aucune campagne électorale n'a le temps de se mettre en place. En effet, le décret de convocation des électeurs, daté du 29 janvier 1871, n'arrive que le 31 ou le 1° février à la connaissance des électeurs, c'est-à-dire une semaine avant le vote. Cf à ce propos les Mémoires de Jules Simon.

6. Jacques Gouault, *Comment la France est devenue républicaine. Les élections générales et partielles à l'Assemblée nationale, 1870-1875*, Paris, A.Colin, 1954.

Placard, 1876.

Chers Camarades,

C'est DIMANCHE que nous allons décider de notre avenir.
Avant tout, nous voulons la PAIX, l'ORDRE, le TRAVAIL.
Nous ne voulons plus que nos enfants nous soient enlevés pour aller faire la guerre.
Nous ne voulons plus de changement dans la forme du Gouvernement, car se serait une RÉVOLUTION.
La République, c'est la PAIX, c'est l'ORDRE, c'est le TRAVAIL
C'est aussi le Gouvernement qui nous coûte le MOINS CHER.
Cela nous suffit.
Un Candidat Républicain se présente à nous : c'est

M. DE MARCÈRE.

CHERS CAMARADES,

Dans notre intérêt, dans l'intérêt de nos familles, Votons tous pour M. DE MARCERE

UN GROUPE D'OUVRIERS.

Bayay, imprimerie JOUGLET.

ciation en bloc de la République et de la monarchie constituant l'unique argumentaire.

Cela nous donne un aperçu de l'arrière-plan des positions de la droite après la chute de l'Empire : silence sur le régime, refus de faire rien qui pourrait favoriser l'instauration définitive de la République et crispation sur la conservation des intérêts.

L'analyse des modes d'utilisation de l'avenir pour chacune des consultations vient confirmer cette idée.

1871 : Refaire la France

Dans les affiches électorales de juillet 1871 la question de l'avenir est centrale et se distribue autour de deux grands thèmes que commandent les circonstances immédiates : celui du retour à l'ordre, de la paix à asseoir et celui du type de gouvernement[9].

Avenir revendiqué, avenir suspendu

Le retour à l'ordre et la conservation de la paix font l'unanimité des proclamations électorales, tous partis confondus. Les conservateurs restent en cela fidèles aux thèmes de leur campagne de février. Il faut *"nommer des hommes qui consacrent leurs talents, leur temps et leurs efforts à relever le pays, à rétablir l'ordre de ses finances, à donner une activité nouvelle à ses travaux"* (Paris, V°arrt). Ou encore, déclare Plan-Lacondamine dans la Drôme :*"réorganiser le pays, rétablir le crédit, rendre la confiance au travail assurer l'ordre, telle est la grande mission à laquelle je me dévouerai"*.

Les républicains quant à eux se sont ralliés à l'attitude prudente préconisée par Gambetta dans son discours du 26 juin à Bordeaux: le parti républicain doit être "un parti de gouvernement", "ennemi des utopies et des chimères". Toutefois, si, comme leurs adversaires, ils insistent sur la restauration des finances et de la confiance, leur argumentaire se structure autour de la dénonciation de la "politique d'aventures" impériale et de la Commune: *"si vous pensez qu'il faut en finir une fois pour toutes avec les aventures de l'Empire, il faut que les mandataires du peuple appartiennent franchement et réellement à l'opposition républicaine"* déclare Jules Barni dans la Somme. A Melun, l'association républicaine proclame que *"Le temps est venu de clore à jamais l'ère des révolutions et des réac-*

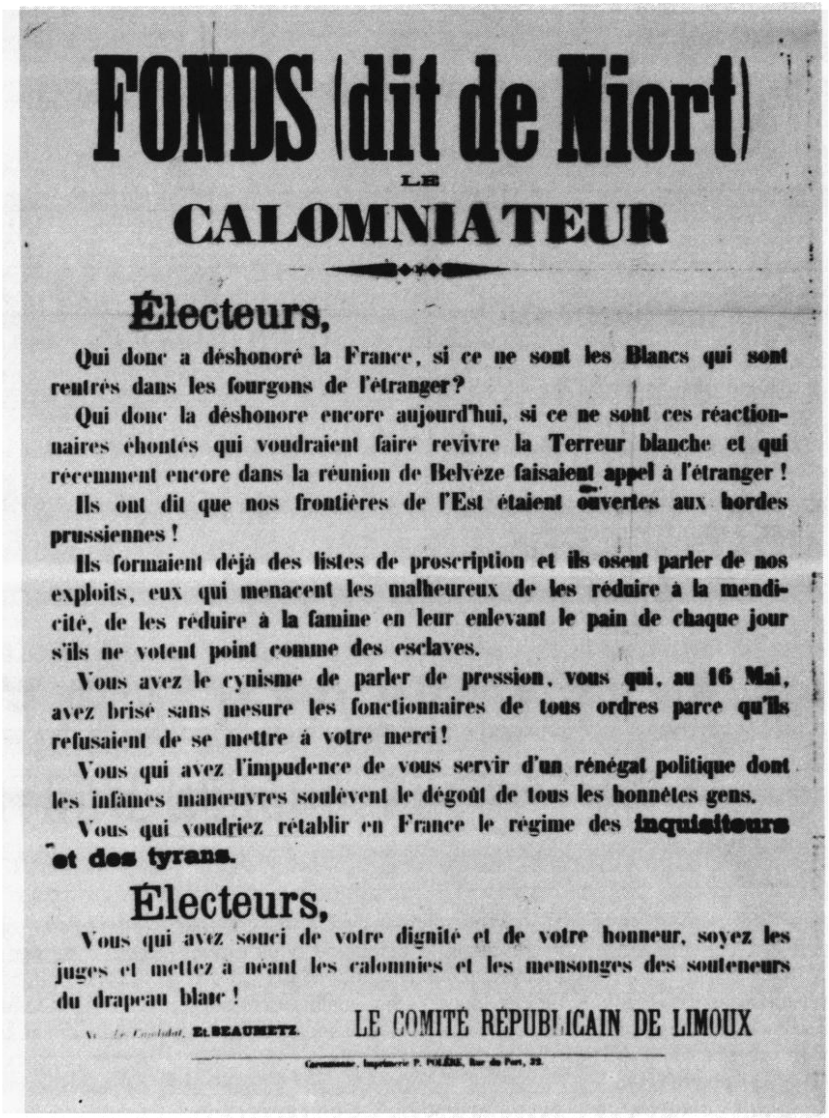
TABLEAU II. *	Républicains	Conservateurs
Ordre, travail et paix	46 69%	53 100%
Maintenir le régime actuel	9 13%	12 23%
Fonder la république	58 85%	0 0%
Nb. TOTAL	67 100%	53 100%

** : Les totaux en colonne présentés ici peuvent être supérieurs à l'effectif ou à 100% étant donné que plusieurs thèmes peuvent se retrouver dans une même affiche.*

7. Cette similarité est à nuancer cependant D'une part, les pressions administratives et la répression de la propagande républicaine en 1877 sont sans commune mesure avec 1876. D'autre part, si les républicains et les radicaux présentent des listes uniques dans la plupart des circonscription en 1876, il n'en va pas de même en 1877.

8. *"Pour la première fois, et la dernière aussi de la IIIe République,"* écrit Pierre Albert à propos de l'élection de 1876, *"le public se vit soumis à deux propagandes systématiquement ordonnées au plan national et fort différentes dans leurs thèmes et leurs méthodes"*, in *Histoire de la presse politique nationale au début de la IIIe République (1871*Champion, 1980; tome 1, p.358.

9. Un extrait du discours du Président de la République le 7 décembre 1871 illustre bien cette attente partagée par tous: *"Il manque au repos complet du pays quelque chose qui est présent à tous vos esprits, quelque chose qu'il n'appartient pas au Gouvernement de lui procurer; qu'il est dans vos pouvoirs, qu'il ne serait peut-être pas en votre sagesse de chercher à lui donner précipitamment, c'est un avenir clairement défini".*



FONDS (dit de Niort)

LE

CALOMNIATEUR

Électeurs,

Qui donc a déshonoré la France, si ce ne sont les Blancs qui sont rentrés dans les fourgons de l'étranger?

Qui donc la déshonore encore aujourd'hui, si ce ne sont ces réactionnaires éhontés qui voudraient faire revivre la Terreur blanche et qui récemment encore dans la réunion de Belvèze faisaient appel à l'étranger !

Ils ont dit que nos frontières de l'Est étaient ouvertes aux hordes prussiennes !

Ils formaient déjà des listes de proscription et ils osent parler de nos exploits, eux qui menacent les malheureux de les réduire à la mendicité, de les réduire à la famine en leur enlevant le pain de chaque jour s'ils ne votent point comme des esclaves.

Vous avez le cynisme de parler de pression, vous qui, au 16 Mai, avez brisé sans mesure les fonctionnaires de tous ordres parce qu'ils refusaient de se mettre à votre merci !

Vous qui avez l'impudence de vous servir d'un rénégat politique dont les infâmes manœuvres soulèvent le dégoût de tous les honnêtes gens.

Vous qui voudriez rétablir en France le régime des **inquisiteurs et des tyrans.**

Électeurs,

Vous qui avez souci de votre dignité et de votre honneur, soyez les juges et mettez à néant les calomnies et les mensonges des souteneurs du drapeau blanc !

Vote le Candidat, Et. BEAUMETZ. LE COMITÉ RÉPUBLICAIN DE LIMOUX

Carcassonne, Imprimerie P. POLÈRE, Rue du Port, 22.

Placard, 1876.

TABLEAU III	Républicains	Conservateurs
"Restaurer"	56 84%	51 96%
"Régénérer"	0 0%	14 26%
"Conserver"	33 49%	23 43%
"Avancer"	47 70%	5 9%
Nb. TOTAL	67 100%	53 100%

Nota : Les mots figurants dans le tableau exemplifient ici un série de vocables ayant la même signification. Le comptage prend en compte l'ensemble de ces mots dont la liste a été définie empiriquement. Les totaux en colonne sont supérieurs à l'effectif ou à 100% étant donné que des mots appartenant à plusieurs registres peuvent figurer sur une même affiche.

10. Cette prudence se retrouve le plus souvent chez les candidats se présentant dans des circonscriptions rurales (notamment dans l'ouest) réputées plus frileuses que les circonscriptions urbaines.

tions et de fonder l'ordre véritable par le progrès et la liberté. La République seule peut réaliser ce programme".

La question du régime, en revanche, suscite de profonds clivages. Si pour les uns l'avenir reste suspendu, pour les autres, seule la République peut assurer un avenir de prospérité et de paix à la France.

La lecture du tableau I laisse apparaître clairement le silence des conservateurs. Comme on pouvait s'y attendre, aucun d'entre eux n'appelle de ses voeux la République et seulement 23% se prononcent clairement en faveur du maintien du pacte de Bordeaux, c'est-à-dire d'un régime provisoire réservant l'avenir. *"Mon concours est acquis à Monsieur Thiers (...) Je me rallie au pacte de Bordeaux, ce qui veut dire: acceptation de la République comme un fait, rien qu'un fait, que je respecte, l'avenir demeurant entièrement réservé pour rester aux plus sages"* déclare le candidat monarchiste de la Drôme. Le reste de l'échantillon (soit plus des deux tiers) garde le silence, dissimulant la question sous la périphrase: *"Je veux le gouvernement des honnêtes gens, celui qui assurera le respect de la loi, le respect de la conscience et le respect de la propriété"* écrit le duc de Choiseul-Praslin à Melun.

A gauche, 13% des affiches restent prudentes et s'en tiennent au maintien du pacte de Bordeaux[10], tandis que dans 85% d'entre elles on souhaite explicitement la mise en place de la République. Pour certains candidats, celle-ci constitue un aboutissement, une étape finale et définitive. Il n'y a plus rien à attendre de l'avenir désormais, puisque le présent réalise tous les espoirs : *"la République n'est pas pour moi un expédient, elle est une solution, elle n'est pas une étape hypocrite vers la monarchie, elle est le but poursuivi et désormais atteint"* clame Jules Léveillé à Paris. Mais, pour d'autres, tout reste encore à faire et l'avenir réserve une lutte acharnée aux partisans de la démocratie. Les proclamations se transforment alors en appel à la mobilisation de toutes les énergies pour le dernier effort: *"Il faut faire plus aujourd'hui: il faut dire que les destinées de la France s'agitent autour de deux mots: République et monarchie. Que nous voulons traduire en fait ce qui n'est encore qu'un mot. Que ce mot de République, nous voulons qu'il domine, et, qu'à ce prix seulement, notre concours est offert au gouvernement"* (Dr. Beringier, Argenteuil).

L'analyse des vocabulaires propres à

la droite et à la gauche confirme notre analyse.

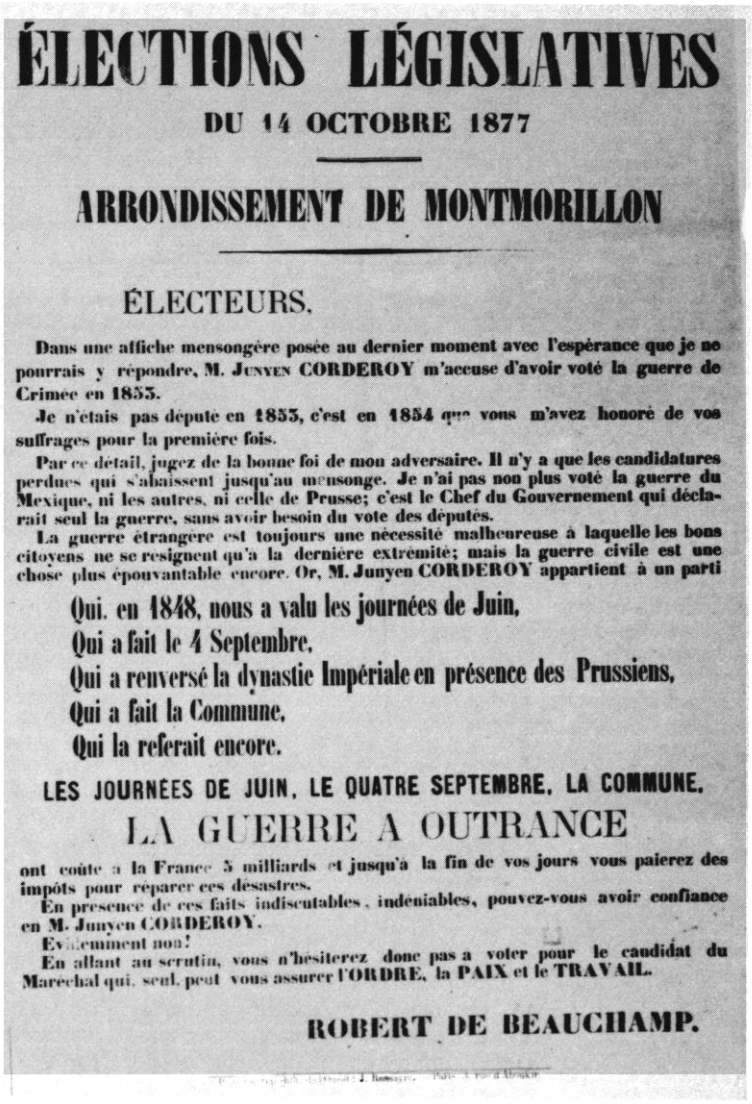
Des vocabulaires différents.

Dans 96% de nos affiches conservatrices, nous trouvons un vocabulaire exprimant la volonté de restaurer un ordre ancien. Il faut "relever", "rétablir" l'ordre et la paix pour "ramener" en France la prospérité de naguère. Aussi bien, pour 43% d'entre elles, il est nécessaire de "conserver", de "maintenir" et "d'assurer" les intérêts et la liberté de conscience. Mais pour cela, c'est à une véritable "régénération morale" du pays que l'on en appelle et 26% des proclamations parlent de la nécessité "d'expier" les crimes du temps par la "pénitence" et le "repentir". "*La France est perdue si nous ne nous consacrons à une régénération morale. Cela seul peut permettre à notre chère patrie de reprendre sa marche glorieuse vers l'influence et la prospérité,*" résume un candidat légitimiste du Var[11].

A gauche, si l'on parle aussi beaucoup de "restaurer" le pays et de "conserver" ce qui est, ce n'est pas pour les mêmes raisons. C'est essentiellement du "maintien du régime" qu'il s'agit plutôt que des "intérêts". Mais l'originalité de la gauche réside surtout dans l'emploi d'un vocabulaire spécifique traduisant le mouvement, le désir "d'avancer". En témoignent les nombreuses métaphores de la route que nous avons relevées. Il faut "avancer" sur le "chemin" des réformes, "conduire et achever" par de "pacifiques progrès" l'affermissement de la République. *"Pour avancer dans la voie du progrès"* écrit sagement un républicain du Puy, *"le mieux consiste moins à aller vite qu'à marcher sans cesse, en assurant ses pas"*. Cette route, elle est déjà tracée et la plupart des affiches présentent les "progrés", les "améliorations" à réaliser comme "l'achèvement", "l'ultime effort" à fournir pour l'établissement définitif de la République.

Au total, il y a une étroite association entre les propos rassurants sur la conservation de ce qui est et la volonté de changement, minorée par prudence. La coexistence de ces deux thèmes se manifeste dans la surabondance d'expressions ou de phrases accolant "ordre" à "progrès"[12] : *"L'ordre véritable, condition première du progrès général, est fondé sur l'affranchissement des intelligences et sur le développement pacifique et légal de la liberté, c'est-à-dire de la République"* . Autre exemple, cette lettre de soutien d'un notable à un candidat en Gironde: *"Républicain ardent et sincère, esprit à la fois hardi et conservateur, vous offrez les garanties les plus complètes aux AMIS DE L'ORDRE, DU PROGRES ET DE LA LIBERTE"*.

L'analyse diachronique va nous permettre maintenant de voir comment ces visions concurrentes évoluent puis se fixent dans les années suivantes.



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

DU 14 OCTOBRE 1877

ARRONDISSEMENT DE MONTMORILLON

ÉLECTEURS.

Dans une affiche mensongère posée au dernier moment avec l'espérance que je ne pourrais y répondre, M. JUNYEN CORDEROY m'accuse d'avoir voté la guerre de Crimée en 1853.

Je n'étais pas député en 1853, c'est en 1854 que vous m'avez honoré de vos suffrages pour la première fois.

Par ce détail, jugez de la bonne foi de mon adversaire. Il n'y a que les candidatures perdues qui s'abaissent jusqu'au mensonge. Je n'ai pas non plus voté la guerre du Mexique, ni les autres, ni celle de Prusse; c'est le Chef du Gouvernement qui déclarait seul la guerre, sans avoir besoin du vote des députés.

La guerre étrangère est toujours une nécessité malheureuse à laquelle les bons citoyens ne se resignent qu'à la dernière extrémité; mais la guerre civile est une chose plus épouvantable encore. Or, M. Junyen CORDEROY appartient à un parti

Qui, en 1848, nous a valu les journées de Juin,
Qui a fait le 4 Septembre,
Qui a renversé la dynastie Impériale en présence des Prussiens,
Qui a fait la Commune,
Qui la referait encore.

LES JOURNÉES DE JUIN, LE QUATRE SEPTEMBRE, LA COMMUNE.

LA GUERRE A OUTRANCE

ont coûté à la France 5 milliards et jusqu'à la fin de vos jours vous paierez des impôts pour réparer ces désastres.

En présence de ces faits indiscutables, indéniables, pouvez-vous avoir confiance en M. Junyen CORDEROY.

Evidemment non!

En allant au scrutin, vous n'hésiterez donc pas à voter pour le candidat du Maréchal qui, seul, peut vous assurer l'ORDRE, la PAIX et le TRAVAIL.

ROBERT DE BEAUCHAMP.

Placard, 1877.

1876-1877 : L'avenir confisqué

L'argumentation électorale fait souvent référence à deux avenirs possibles : un avenir promis -celui que l'on s'attachera à mettre en place en cas de victoire- et un avenir menacant dont on attribue la réalisation probable à une

11. Cet appel à la fondation d'un ordre moral s'accompagne d'un renouveau du sentiment religieux. Le monde conservateur tout entier s'attache à lire dans les événements "les signes du temps" et *"Mgr Dupanloup publie même en 1874 une Lettre sur les prophéties contemporaines dans laquelle il déclare: "de toutes parts, il n'est bruit que de miracles et de prophéties". Toute une génération se repaît de chimère"* écrit J.M. Mayeur dans *Les Débuts de la IIIe République*, 1871-1898, coll. Points Seuil, 1973.

12. On en dénombre 56 sur 67 contre seulement 14 sur 53 dans les proclamations conservatrices.

opposition victorieuse. Or, en 1876-77, beaucoup plus qu'en 1871, la propagande joue très largement sur ces deux registres. Le tableau IV permet d'en prendre la mesure.

La promesse et la menace.

TABLEAU IV	Avenir comme promesse	Avenir comme menace	total
Républicains	80 **65%**	50 40%	124 100%
Radicaux	41 **71%**	29 50%	58 100%
Conservateurs	39 32%	90 **73%**	123 100%
Bonapartistes	2 29%	6 **86%**	7 **100%**
Nb total	**162**	**175**	**312**

Nota: La somme en ligne du nombre d'affiches peut être supérieure au nombre total d'affiches par parti étant donné qu'un texte peut comporter à la fois des références à l'avenir comme promesse et comme menace.

Plus confiante que la droite dans son propre avenir, la gauche (républicains et radicaux confondus) promet davantage qu'elle ne cherche à faire peur. Comme en 1871, mais forte déjà de quelques années de paix, sa propagande fait de la République le seul régime capable de "fermer l'ère des révolutions" : *"vous accueillerez une candidature franchement républicaine"*, déclare A.Sacré à Melun, "*parce que nous voulons un ordre durable, marquant la fin des révolutions. LES VRAIS RÉPUBLICAINS ÉTONNERONT LE MONDE PAR LEUR PRUDENCE ET LEUR MODÉRATION*". Avec l'ordre social vient la prospérité, son corollaire; en effet *"La République seule peut rassurer tous les intérêts légitimes et donner un essor vrai au commerce, à l'industrie, à l'agriculture car elle seule est vraiment conservatrice" (Crozet-fourneron, St Etienne).*

Les réformes nécessaires à l'avènement d'une société véritablement démocratique passent du coup au second plan. Le changement ne saurait venir que de *"l'amélioration pacifique des rouages"* et de *"la marche progressive des idées" (Demazières, Lille).* Cette frilosité dans la projection de l'avenir, Gambetta la résume parfaitement dans le discours qu'il prononce à Marseille contre le radical Naquet: *"C'est maintenant qu'il faudra se surveiller soi-même, se régler et ne jamais aventurer un pas (...) sans avoir assurer ses arrières, parce que le seul moyen d'aller loin, c'est de marcher sûrement, étant bien résolus de ne jamais revenir en arrière quand une fois nous aurons planté notre drapeau sur une position conquise".*

Sur cette question du calendrier des réformes nécessaires, les radicaux sont en total désaccord. Pour la quasi totalité des candidats radicaux faisant référence à l'avenir comme promesse, il faut faire avancer le progrès, même de force, car *"le temps des concessions est passé, la démocratie doit imposer sa volonté et il lui appartient de la dicter aux hommes qui aspirent à l'honneur de la représenter" (Bonnet-Duverdier).* Dans ces conditions, la question de l'avenir se conjugue sur le mode des réalisations présentes; *"Paris vous demande de mettre hors de question l'avenir"* tonnait déjà Victor Hugo, alors qu'il était délégué de Paris aux sénatoriales de 1876.

Par ailleurs, la gauche souffle le froid en agitant l'épouvantail d'une victoire conservatrice. D'abord, les droites n'attendraient qu'une occasion pour renverser le régime et rétablir l'oppression. "*Le parti conservateur pense que la constitution est mauvaise*", explique Fidèle Simon, député de Saint-Nazaire, à ses électeurs, *"il la subit, mais il travaillera d'ici 1880*[13] *à préparer l'avènement du gouvernement de son choix et, par cela même, il ébranlera la constitution, affaiblira le Gouvernement, ramènera l'inquiétude dans les esprits, paralysera les affaires".* Mais surtout, une telle victoire signifierait la guerre avec l'Allemagne ou l'Italie[14]. Le texte suivant illustre parfaitement ce pan de la propagande républicaine et mérite d'être cité en entier:

"Nous avons souçi comme vous tous de l'avenir de la France qui va se décider dimanche prochain. Nous avons intérêt à ce que cet avenir soit un avenir de paix et de prospérité.

L'EMPIRE

Ce serait la guerre avec la Prusse, la quatrième invasion et la ruine de la France.

LA ROYAUTE

Ce serait la guerre avec l'Italie, alliée à l'Allemagne, encore et toujours l'invasion et la ruine de la France.

LA REPUBLIQUE

C'est depuis sept ans, et ce sera encore la tranquillité au dedans, la paix au dehors, sous le drapeau de la liberté et de la loi".

Face aux attaques redoublées de la gauche, les conservateurs restent sur une position défensive[15]. Peu d'affiches font état de promesses pour l'avenir (32%), s'en tenant à reprendre les idées essentielles de la gauche : "maintien du régime" - c'est-à-dire de Mac Mahon-, rétablissement de la "confiance" et de "la prospérité". Voilà pourquoi, les termes "ordre" et "conservateur", sémantiquement occupés par les républicains, sont l'objet d'une véritable tentative de retournement.

En revanche, si la droite ne dit pas ce qu'elle veut, elle dit ce qu'elle refuse et 73% de ses affiches mettent en scène les périls courus par la France en cas de défaite. D'ailleurs, la plupart nient l'alternative posée par la gauche entre conservation et réaction pour y substituer en décalage un choix entre ordre et anarchie, entre stabilité et radicalisme. La peur sociale tient lieu de programme : *"Nos candidats combattent efficacement ces doctrines révolutionnaires que Paris, incendiée par elles, voit reparaître avec effroi dans ses clubs; ce programme odieux, qui ne menace pas seulement la constitution et le Président de la République, mais la religion et la société, la fortune et l'existence des citoyens, la fortune et l'existence même du pays"* proclame le manifeste du Comité national conservateur en 1876. Et la montée en puissance des radicaux aux élections partielles depuis 1871 vient renforcer l'argument : *"Le radicalisme, qui n'était jusqu'ici qu'une menace trop dédaignée, est presque devenu une puissance. Il étale ses programmes. (...) Il s'attaque aux bases même de l'ordre social et chrétien. Enivré de la demie victoire qu'il a remporté dans les élections dernières il se croît le maître de demain. Là est le danger!"* (Chesnelong, Orthez).

L'avenir se lit dans le passé.

La projection d'un avenir menacant se nourrit encore de nombreuses références à l'histoire. Certes les élections

13. Le régime sur lequel Républicains et conservateurs s'étaient mis d'accord en 1871 devait déboucher sur l'instauration définitive d'une constitution en 1880. En attendant, la gauche prêtait à la droite l'intention de vouloir en profiter pour renverser la République alors que les conservateurs soupçonnaient les républicains de ne pas vouloir attendre cette date pour réviser la constitution provisoire.

14. De fait, les ultramontains souhaitaient ouvertement que la France s'engage dans le rétablissement de la souveraineté territoriale du Pape; quant à l'Allemagne, il faut se rappeller que Bismarck est alors engagé dans le Kulturkampf et qu'il avait, en 1875, agité la menace d'une guerre préventive après le vote d'une loi française accroissant les cadres de l'armée.

15. En témoigne de façon exemplaire le manifeste présidentiel placardé deux jours avant les élections générales de 1877 dans toutes les communes. Celui-ci débutait par une réponse en plusieurs points aux arguments électoraux des républicains, pour finir seulement par un semblant de programme.

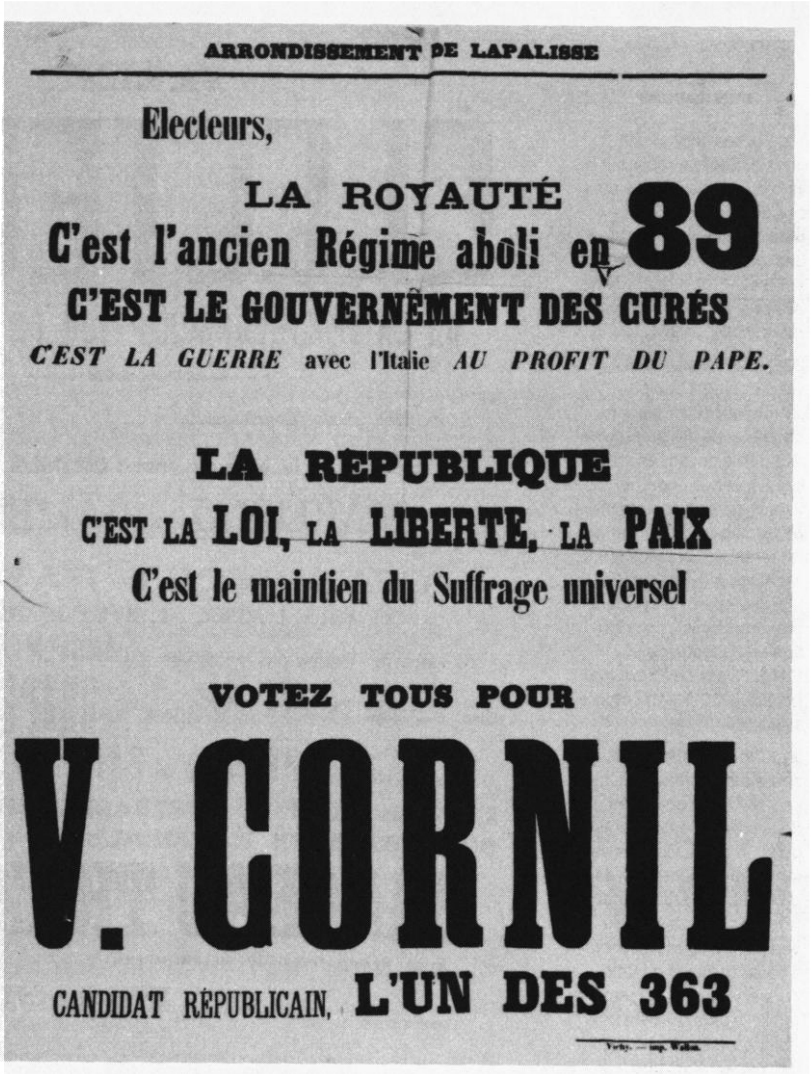
de 1871 n'en étaient pas exemptes, mais jamais avec une telle ampleur qu'en 1876-77[16] car alors la situation de crise réactive des clivages fondamentaux entre la droite et la gauche, ancrés dans la mémoire politique et les imaginaires partisans.

Pour les conservateurs, le rappel des révolutions a valeur démonstrative. Pourquoi la République aurait-elle changé si subitement de nature, demande t-on aux électeurs ? *"Je ne suis pas républicain"* déclare Victor Thuillier à Saint Pol, dans le Nord, *"parce qu'il est de la destinée de la République de tomber, en France, entre les mains des violents qui déshonorent, troublent et oppriment le pays. (...) La République n'a jamais produit que le mal, les orgies révolutionnaires de 1793, les journées sanglantes de juin 1848, les agissements farouches de la commune de 1871; voilà son oeuvre et les même principes auraient les mêmes conséquences"*.

"Les crimes de la Commune" reviennent très souvent à l'appui d'une mise en garde contre un radicalisme dont les républicains sont globalement gratifiés: *"le radicalisme c'est la guerre civile, c'est les pétroleuses et l'incendie de la capitale, l'assassinat des otages et de nos généraux, la désorganisation de la société, la commune enfin"* (Brame, Lille).

Chez les républicains et les radicaux, c'est dans le rappel "des crimes des régimes monarchiques" que l'on cherche matière à argument. Viennent pêle-mêle la menace du *"retour d'Henri V, de ses nobles et de ses moines"* (Couturier, Vienne), de la restauration des gabelles et du servage, de la confiscation des terres (argument très fréquent dans l'ouest) et du drapeau blanc, symbole de toutes les injustices. Par ailleurs, le retour de l'Empire signifierait comme par le passé les guerres aventureuses et la défaite: *"L'Empire, c'est l'humiliation, c'est la ruine, c'est le morcellement du territoire, c'est Sedan. L'EMPIRE C'EST LA GUERRE. Vous n'avez pas oublié les guerres de Crimée, de Chine, de Syrie, d'Italie, du Mexique et beaucoup d'entre vous pleurent encore des parents, des amis restés sur les champs de bataille"* (Desmazieres, Lille).

Quel que soit le groupe politique que l'on examine, il est très rare de trouver trace de projections rétrospectives positives. Si pour les conservateurs l'explication semble aisée (choix tactique de passer sous silence la filiation monarchique ou impériale), l'attitude des com-



Placard, 1877.

posantes républicaines mérite qu'on si arrête. D'abord, comme le fait remarquer Odile Rudelle[17] les circonstances historiques dans lesquelles s'est développée l'idée républicaine ont voulu que la "tradition" et la "République" fussent pensées comme des réalités antagonistes, à la fois parce que la République fut une idée avant d'être une réalité et parce que l'idée même de se référer à la tradition est absente chez les "pères fondateurs" de la Révolution dont un des objectifs fut bien de faire table rase avec le passé[18]. Par ailleurs, le souvenir encore vif de l'échec des I° et II° République, mais aussi de la Commune, font redouter aux républicains toute référence pouvant susciter un amalgame hâtif.

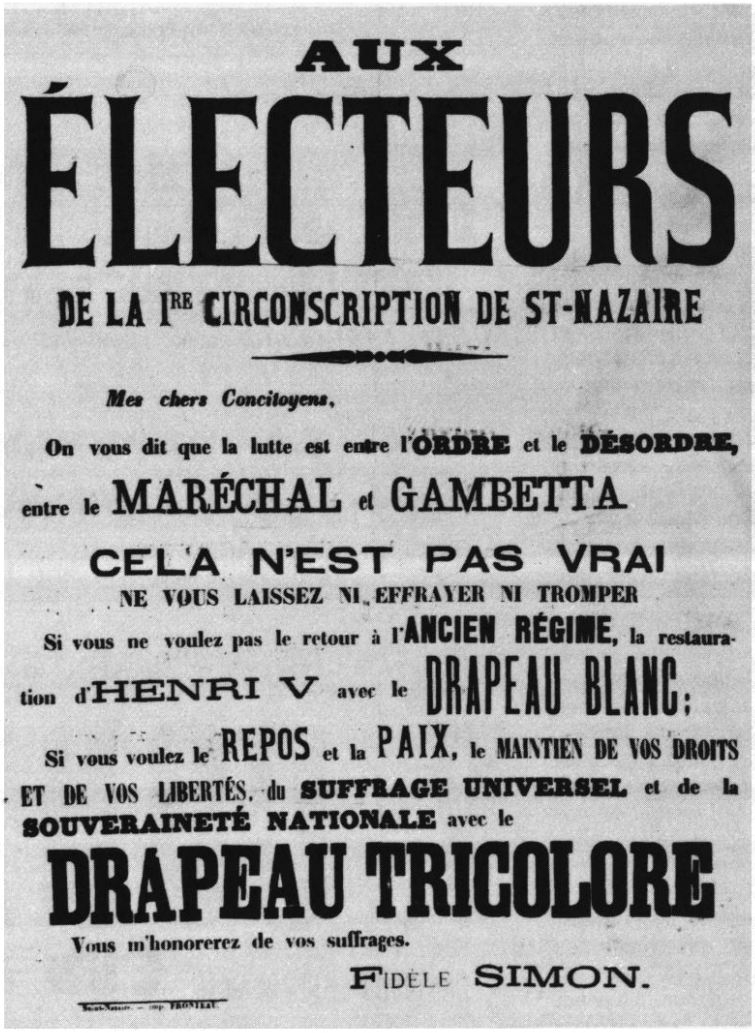
L'enracinement des thématiques.

C'est dans les premières années de la République que se mettent en place

16. En 1873, par exemple, lors de l'élection Barodet, la campagne du colonel Stoeffel est construite en partie sur *"le retour de la commune et du pétrole"* en cas d'élection du candidat radical : *"que ceux qui ne veulent plus faire ce terrible voyage votent donc pour le colonel Stoeffel"*.

17. Odile Rudelle, "La Tradition républicaine", in *Pouvoirs*, n° 42, pp 31-42, 1987.

18. Sur ce point, on peut consulter dans *La Mentalité révolutionnaire* de Michel Vovelle les chapitres consacrés à "La Table rase" et à "L'Homo novus, ou découvrir le nouveau monde". La rupture revendiquée avec un quelconque héritage ne va pas cependant sans quelques tentatives pour se raccorder à l'antiquité, notamment dans la mise en place des cultes révolutionnaires; éditions Messidor/éditions sociales, 1985.



AUX

ÉLECTEURS

DE LA 1RE CIRCONSCRIPTION DE ST-NAZAIRE

Mes chers Concitoyens,

On vous dit que la lutte est entre l'ORDRE et le DÉSORDRE, entre le MARÉCHAL et GAMBETTA

CELA N'EST PAS VRAI

NE VOUS LAISSEZ NI EFFRAYER NI TROMPER

Si vous ne voulez pas le retour à l'ANCIEN RÉGIME, la restauration d'HENRI V avec le DRAPEAU BLANC;

Si vous voulez le REPOS et la PAIX, le MAINTIEN DE VOS DROITS ET DE VOS LIBERTÉS, du SUFFRAGE UNIVERSEL et de la SOUVERAINETÉ NATIONALE avec le

DRAPEAU TRICOLORE

Vous m'honorerez de vos suffrages.

FIDÈLE SIMON.

Placard, 1876.

pour longtemps des visions antinomiques de l'avenir. De ce point de vue, l'année 1902 marque semble t-il une rupture aux multiples causes.

A droite...

Après 1877, les conservateurs restent crispés sur le passé. Leur lecture de l'avenir se réduit longtemps à une sorte d'attente millénariste liée à l'espérance du retour des Princes. D'où cette étonnante inaptitude à s'organiser comme à concevoir une stratégie électorale. La propagande repose alors essentiellement sur l'arme de la peur sociale et sur une tentative de retournement et de reconquête de la thématique adverse.

Il y aura désormais un hiatus entre l'attachement de la France de 1871 à ce qui est et la nostalgie encore vivace de la droite pour ce qui fut. L'avenir rêvé étant contraire à l'ordre établi il devenait donc séditieux et révolutionnaire : *"Les républicains sont les vrais conservateurs; ceux-là sont des hommes de désordre qui, à l'aide des intrigues et des compétitions monarchiques, cherchent à rallumer la guerre civile"* résume un candidat républicain en 1885 (Laget, Gard).

A partir de 1885[19], cependant, la droite réussit dans une certaine mesure à imposer son terrain à l'adversaire. En effet, si d'un côté elle affirme enfin sa fidélité à la République c'est pour mieux de l'autre dénoncer le déficit public et la politique coloniale : *"La République est hors de cause; elle ne saurait être menacée que par la continuation d'une politique qui met en péril la fortune du pays, ou par des expériences qui compromettraient son existence même. L'heure est venue de mettre un terme aux gaspillages financiers, de cesser des expéditions aussi aventureuses que stériles dans leurs résultats. Repoussons les candidatures tonkinoises"* (Montbozon, Hte Saône).

Mais cela ne suffit pas. En effet, si le parti conservateur réussit à incarner à nouveau une ligne politique (rétraction continentale, rigueur budgétaire, etc...) il n'a pas encore réussi à se doter aux yeux des électeurs d'une "capacité génératrice"[20], c'est-à-dire d'un projet d'avenir, d'un programme.

Ce n'est qu'avec la recomposition de la droite après le boulangisme, l'affaire Dreyfus, et l'idéologie nationaliste, que l'avenir retrouve une certaine centralité dans le discours de propagande. La campagne de 1902 marque un tournant à cet égard, de nombreux candidats fondant explicitement leur campagne sur le rejet du passé (à la fois la monarchie et la république opportuniste) et la nécessité de construire une France neuve, avec des hommes neufs : "*Comme Mr Dupont, Mr Rivière est radical. Ces messieurs représentent le parti d'hier, le parti de Panama qui à commençé à tout livrer à la franc-Maçonnerie (...) le parti qui a failli à toutes les promesses qu'il a faites au peuple. Mr Boucher prend le nom de progressiste. Le progrès qu'il représente, c'est le retour au régime d'avant-hier, ce sont les anciens opportunistes. Il s'agit pour nous de garantir l'avenir de la France en fondant la vraie république, une république opposée à l'esprit de secte, au collectivisme et qui fasse respecter l'armée. (E.Godefroy, candidat de la Patrie française; Lyon -1902)".*

A gauche...

Côté républicain, l'enthousiasme a dominé longtemps, après l'instauration du régime tant attendu. On croit que tout est possible, l'avenir est à portée de main et il suffit d'achever ce qui vient d'être commencé.

Pour autant la France avait besoin d'être rassurée et nul n'oublie que la victoire de la République doit beaucoup à l'écrasement de la Commune, véritable démonstration de la capacité de la gauche à sacrifier l'idéal à l'ordre. C'est donc de patience qu'il faut s'armer, affirmait Gambetta car *"il est certain que l'âge, je dirai héroïque, chevaleresque du parti, est passé depuis la réalisation d'une partie de ses espérances. Et nous avons, aujourd'hui qu'il s'agit de développer l'application de nos principes, le devoir d'être aussi froids, aussi patients, aussi mesurés, aussi habiles que nous avons été enthousiastes, véhéments*

19. Sur les années 1880, on consultera avec profit le livre d'Antoine Prost à propos du vocabulaire des proclamations électorales des législatives de 1881, 1885 et 1889; *Vocabulaire des proclamations électorales*, P.U.F, 1974.

20. Nous empruntons l'expression à Lucien Jaume qui distingue une double capacité potentielle des partis politiques "capacité figurative (incarner une valeur, un principe, un intérêt) et capacité génératrice (détention d'un crédit sur les actes à venir)"; in "Sous la Révolution, une popularité redoutable", contribution au colloque de la F.N.S.P. sur *La Popularité politique,* 17-18-19 octobre 1990.

21. Léon Gambetta, discours de Bordeaux du 26 juin 1871 aux délégués des comités républicains de la Gironde. Cette insistance sur la nécessité de procéder par étapes, dans le temps long, a été relevée par P.Albert: *les métaphores utilisées par les conservateurs (...) portaient le plus souvent sur "la séparation du bon grain de l'ivraie" alors que les républicains parlaient plus volontiers de "la préparation du sol" et des "bonnes semailles"*, in Pierre Albert, op. cit.

22. Dans les années 1880-1900, en effet, les radicaux dénoncaient l'immobilisme opportuniste pour en appeller à la mise en oeuvre immédiate de réformes. *"La politique ne comporte pas les opinions platoniques"*, déclare le programme de la rue Cadet en 1885, *"Se prononcer sérieusement pour une réforme, ce n'est pas dire qu'on la juge bonne pour les siècles futurs: c'est dire qu'on veut l'appliquer (...) il est temps d'aboutir (...) nous déclarons qu'il est urgent de se mettre à l'oeuvre pour opérer les réformes suivantes(...)".*

alors qu'il s'agissait de rejeter dans le néant les contrefaçons du Bas Empire"[21].

Après 1877, la prospérité de la France reste garantie par le maintien du régime et la prudence dans les réformes. A ne pas suivre ce programme modéré, le pays courrait à la catastrophe. Voilà pourquoi, face à la droite, on continuera longtemps à agiter la menace d'un retour à l'ancien régime ou à l'Empire, refusant même à l'adversaire rallié l'étiquette républicaine: *"Des hommes perfides sont entrés dans la République pour en chasser l'esprit républicain. leur laisser le champ libre serait une duperie ou une lâcheté. Il faut parler net : ils ne sont pas républicains ceux qui veulent restaurer par le plébiscite le pouvoir personnel qui par trois fois a causé l'invasion, la ruine et le démembrement de la France"* (Louis le Corbeiller, Versailles, 1902).

Sur leur gauche, les républicains continuent à accuser les radicaux de mettre en danger les institutions par un programme brutal et utopique[22] : *"Vous refusez le possible pour avoir le droit de réclamer l'impossible (...) Je veux avancer dans la mesure compatible avec le salut de la République"*, lance Jules Ferry dans son discours de Lyon en 1885. Même argumentaire pour contrer la montée du socialisme, à l'aube du XX° siècle : *"Mon ambition est de représenter tous les républicains sages et modérés qui ont senti la nécessité de s'unir pour lutter contre le péril menacant du collectivisme (...) La mise en pratique de ces théories serait pour la classe ouvrière le plus grand des malheurs; elle amènerait fatalement la misère, la guerre civile et l'invasion étrangère"* prévient J.Desjardins, candidat ministériel à St Quentin en 1902.

Pourtant, là encore, 1902 marque une rupture dans l'organisation de la thématique républicaine. D'abord, c'est au tournant du siècle que se met en place le recours à une tradition républicaine jusqu'alors refusée[23]. Les projections retrospectives négatives sont désormais associées à des projections rétrospectives positives. Odile Rudelle parle du *"petit coup de force idéologique de Waldeck Rousseau qui, à partir d'avril-mai 1900 deviendra le premier homme d'Etat à revendiquer ouvertement pour son ministère le prestige de gouverner dans la fidélité à une tradition républicaine"*. Toujours d'après l'historienne, c'est pour répondre à la critique de sectarisme dans sa politique religieuse que Waldeck Rousseau se réclame de cette tradition libérale, faisant de son parti le seul défenseur des libertés. Voilà sans doute pourquoi les candidats républicains en 1902 n'hésitent plus tout à fait à revendiquer une filiation avec les républiques précédentes : *"Avec une audace que ne lasse aucune défaite, le parti réactionnaire et clérical ose nous accuser de vouloir nous emparer de la liberté. Mais qui de nos Républiques ou de la monarchie a toujours placé au premier rang le combat de la liberté et de l'esprit moderne contre l'oppression et l'obscurantisme clérical ?"* interroge E.Morlot à Château-Thierry.

D'autre part, avec la création des partis socialistes au début du siècle, c'est à une nouvelle vision politique de l'avenir que les modérés comme les radicaux se voient affrontés[24]. Il n'est malheureusement pas possible dans le cadre de cette présentation de nous livrer à une analyse des références socialistes à l'avenir dont les évolutions et les nuances sont considérables sous la III° République. Nous nous contenterons donc d'en dessiner à grands traits les particularités majeures en 1902 pour montrer à quel point les républicains se verront obligés de reconsidérer leur propagande.

D'abord, les socialistes font une distinction entre le court terme et le long terme : en effet, s'appuyant à des degrés divers sur le marxisme, les socialistes promettent d'abord à la classe ouvrière un avenir lointain, presque mythique, dont les ingrédients seraient *"l'abolition de l'exploitation humaine"*, *"l'expropriation capitaliste"* et la *"socialisation des moyens de production"*. Mais en même temps, et sans que cela soit réellement contradictoire, ils appellent à lutter pour des réformes immédiates comme les retraites ouvrières ou la journée de huit heures : *"nous sommes socialistes"* proclame H.Turot à St Quentin en 1902, *"cela signifie que nous poursuivons l'idéal d'une société meilleure où les hommes ne connaîtraient pas les inégalités, les injustices d'un régime capitaliste (...) Mais la poursuite inlassable de notre idéal ne saurait nous laisser indifférent pour les réformes urgentes que réclame notre démocratie et qui, immédiatement réalisables, apporteraient dans notre société actuelle un peu plus de justice, et serviraient de transition à l'établissement d'un régime de complète équité"*[25] . Constans, candidat du Parti Socialiste de France à Montluçon ne dit pas autre chose : *"conformément à notre programme, je travaillerai sans relâche pour arracher à la bourgeoisie toutes les réformes capables d'apporter une amélioration quelconque à la situation du prolétariat, mais je ne saurais perdre de vue que l'émancipation complète des travailleurs ne sera réalisée que par la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme"*.

Mais surtout, les socialistes dénoncent l'illusion d'un progrès économique et politique dont toutes les classes de la société seraient également bénéficiaires. Pour eux, les avancées de l'industrie et du machinisme, comme celles de la démocratie politique, ont été confisquées au profit d'une classe de possédants qui les utilise pour asseoir encore plus sûrement sa domination sur l'ouvrier : *"Il y a un siècle que le peuple assoiffé de liberté et de justice brisait le trône des tyrans. Aujourd'hui, une tyrannie terrible, celle de la féodalité financière, pèse encore plus lourdement sur lui. (...) Le parti gouvernemental tente, dans les élections un 16 mai plus dangereux pour les exploités que le premier, parce qu'il est plus hypocrite"* prévient A.Florent, candidat socialiste à Lyon en 1902.

Dans ces conditions, même si pour certains la réalisation de la société socialiste est inéluctable[26], c'est à la classe ouvrière elle-même de prendre en main ses destinées, de conquérir son avenir; *"Que faut-il faire?"*, interroge une affiche de la CGT après le congrès de Bourges en 1904. *"Devons-nous continuer à nous reposer sur le bon vouloir des législateurs? Non! De nous-mêmes doit venir l'amélioration de notre sort! Les libertés ne se mendient pas, elles s'arrachent de haute lutte. Vive l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes!"*.

A plusieurs égards l'année 1902 marque donc une rupture dans les modes de recours au thème de l'avenir. Pour autant, il ne faudrait pas donner trop d'importance au changement de l'environnement politique dans l'évolution de la propagande. En effet, si les conditions de la concurrence électorale (nombre de partis, positionnement sur l'éventail partisan, types d'alliances, etc...) jouent un rôle dans la structuration des thématiques (aspect stratégique), il n'en demeure pas moins que les imaginaires partisans, c'est-à-dire les systèmes de représentation de chaque famille politique, déterminent une culture et une tradition politique dont la propagande reste toujours en partie le reflet.

Olivier FILLIEULE
Allocataire de recherche à l'IEP Paris-CEVIPOF

23. Odile Rudelle, "La Tradition républicaine", in *Pouvoirs*, n° 42, pp 31-42, 1987.

24. C'est à partir des élections de 1902 que les socialistes, du moins les guesdistes, s'attachent à présenter des candidatures dans le plus grand nombre possible de circonscriptions non pas tant pour obtenir le succés que pour disposer d'un instrument de propagande.

25. Ce mélange de réformisme et d'aspirations révolutionnaires se retrouve évidemment dans les affiches syndicales des organisations ouvrières : *"en attendant notre complète émancipation, par la socialisation des moyens de production, que les évènements préparent, il est de la plus élémentaire justice qu'il nous reste une place à l'existence, que nous ne nous laissions pas exclure par le progrès de la société et de la vie (...) La réduction légale de la journée de travail à huit heures (...) est donc le seul palliatif absolument urgent qui puisse atténuer la rapide progression de notre misère"*, lit-on sur une affiche de la Fédération des chambres syndicales ouvrières de France appellant à manifester le 1° mai 1890.

26. L'inéluctabilité du socialisme est défendue essentiellement par les guesdistes (principalement en raison de leur orthodoxie marxiste). *"Le programme socialiste demande de grandes, de profondes modifications à la société actuelle"*, déclare le candidat du P.O.F. à Laval en 1902, *"Ces transformations se feront malgré tout. Elles sont imposées à notre volonté par la nécessité de l'existence et les progrès amenés par la science de la production"*.